

Mali : l'annonce de la mort de chefs djihadistes ne devrait pas occulter les difficultés sur le front

Par **Bernard Adam**

6 mars 2013

Résumé

La deuxième étape de l'intervention militaire de la France au Mali, après la reconquête du Nord-Mali en quatre semaines, consiste à sécuriser les territoires libérés et à traquer les groupes djihadistes. L'annonce de la mort présumée de deux chefs djihadistes importants, Abou Zeid et Mokhtar Belmokhtar, est une bonne nouvelle pour le moral des responsables politiques français au moment où la crainte est forte d'un enlisement du conflit. Mais au cours du mois de février les escarmouches meurtrières des groupes djihadistes à Gao et dans le nord-est du Mali ont montré qu'ils avaient encore une dangereuse capacité de nuisance. La France est sans doute condamnée à rester encore longtemps au Mali.

Mots clés : Mali, Sahel, France, Serval, groupes djihadistes.

Abstract

Mali: the announcement of the death of jihadist leaders should not overshadow the difficulties on the front

The second stage of the French military intervention in Mali, after the recovery of northern Mali in four weeks, is to secure the liberated territories and to hunt down jihadist groups. The announcement of the presumed death of two important jihadist leaders – Abou Zeid and Mokhtar Belmokhtar – is good news for the morale of the French politicians, especially now, when fears of getting stuck in a quagmire are growing. But throughout February, deadly skirmishes conducted by jihadist groups in Gao and northeastern Mali demonstrated their enduring capability to harm. France is probably condemned to remain a long time in Mali.

Keywords : Mali, Sahel, France, Serval, jihadi groups.

Citation :

ADAM Bernard, *Mali : l'annonce de la mort de chefs djihadistes ne devrait pas occulter les difficultés sur le front*, Note d'Analyse du GRIP, 6 mars 2013, Bruxelles.

URL : <http://www.grip.org/fr/node/827>



Introduction

Après quatre semaines, l'intervention militaire française au Mali, qui avait commencé le 11 janvier 2013, avait permis de libérer toutes les villes du Nord-Mali quasiment sans devoir livrer de combats face aux groupes djihadistes. Les dernières villes libérées dans le nord-est du Mali, près de la frontière algérienne, avaient été Aguelhok et Tessalit, respectivement les 7 et 8 février¹.

Mais les dernières nouvelles en provenance du théâtre des opérations militaires montrent que cette première étape aura été la plus facile. Une deuxième étape beaucoup plus complexe a été entamée avec la sécurisation des territoires considérés comme libérés, et la traque des djihadistes dans les monts Ifoghas au nord-est du Mali. Et ces deux objectifs apparaissent déjà comme beaucoup plus meurtriers que ce que l'on pouvait imaginer, malgré l'annonce de la mort de deux importants chefs djihadistes.



La mort de deux chefs djihadistes

Le 1^{er} mars, le président tchadien Idriss Déby a annoncé la mort de l'émir d'AQMI (Al Qaïda au Maghreb islamique), Abdelhamid Abou Zeid, qui aurait eu lieu fin février au cours d'affrontements entre les djihadistes et des forces tchadiennes près de la ville de Tighargar, dans les montagnes du nord-est du Mali, près de la frontière algérienne. Une autre version indique qu'Abou Zeid aurait été tué lors de bombardements effectués par des avions français. Considéré comme l'un des plus radicaux des chefs d'AQMI, Abou Zeid, de son vrai nom Mohamed Ghedir mais qui s'est aussi fait appeler Adib Hammadou, est un Algérien qui a été membre du FIS (Front islamiste du Salut) et combattant du GIA (Groupe islamique armé), surtout actifs en Algérie dans les années 90. Ensuite, il est apparu en 2003 lors d'un spectaculaire enlèvement de 32 touristes européens dans le sud de l'Algérie par le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), qui a pris le nom d'AQMI en 2007.

Ancien trafiquant d'armes et de drogue, Abou Zeid était devenu le chef des régions sud d'AQMI. Il serait responsable de l'enlèvement d'une vingtaine d'occidentaux dans le Sahara depuis 2007, qui ont rapporté plusieurs millions de dollars à AQMI en paiement de rançons. Il serait l'instigateur du kidnapping en 2010 de cinq Français, un Malgache et un Togolais travaillant pour l'entreprise nucléaire française Areva au Niger. Et c'est lui qui aurait personnellement tué le Britannique Edwin

1. Voir « Mali : de l'intervention militaire française à la reconstruction de l'Etat », Bernard Adam, Rapport du GRIP, 2013/3.

Dyer en 2009, et le Français Michel Germaneau, coopérant âgé de 78 ans, en 2010. Selon l'islamologue Mathieu Guidère, il est « *un pur produit de la guerre civile algérienne, qui n'a jamais combattu à l'étranger. C'est un idéologue, un doctrinaire assez rigide* »². Il était fort contesté au sein d'AQMI, à tel point que plusieurs de ses combattants ont rejoints d'autres groupes djihadistes. Si sa mort pourrait entraîner la disparition d'AQMI au Sahel, selon Mathieu Guidère, « *cela ne change pas la donne sur le terrain car les groupes islamistes sont déjà éparpillés depuis le début de l'intervention* ». Les derniers combattants de la brigade d'Abou Zeid pourraient rejoindre les rangs d'autres groupuscules djihadistes.

Le 2 mars, l'armée tchadienne annonce que ses forces au Mali ont tué un deuxième chef djihadiste : Mokhtar Belmokhtar, dit « le borgne », ancien chef d'AQMI, avec lequel il est entré en dissidence en octobre 2012 pour créer son propre groupe combattant, la brigade Al-Moutalimine (« *les signataires par le sang* »). Comme Abou Zeid, c'est un Algérien qui a été membre du FIS et du GIA et qui a participé à de nombreuses prises d'otages, dont certaines avec Abou Zeid. Dans sa jeunesse il a combattu en Afghanistan au début des années 90. Surnommé par les services algériens Mister Marloro, c'est d'abord un trafiquant de cigarettes, d'armes, de drogue, de diamant et d'êtres humains³. C'est lui qui a commandé l'attaque sur le site gazier algérien d'In Amenas le 16 janvier 2013, au cours duquel 37 étrangers pris en otages ont été tués. Il avait été l'un des rares djihadistes à pouvoir s'échapper au cours de la reprise du site par l'armée algérienne qui avait tué 29 des 32 combattants du commando⁴.

L'annonce de la mort de ces deux chefs djihadistes, est sans doute une bonne nouvelle pour le moral des responsables politiques français, ainsi que pour celui des forces armées sur le terrain. Il pourrait s'agir d'un revers pour les groupes djihadistes qui pourraient connaître une certaine désorganisation. Mais il faudrait se garder de la considérer comme une grande victoire puisque certains de leurs adjoints sont sains et saufs et qu'ils pourront prendre la relève dans la conduite de nouvelles opérations⁵.

Par ailleurs, la médiatisation et l'instrumentalisation politique de l'annonce de la mort des chefs djihadistes ne doit pas occulter la réalité de l'insécurité persistante au Nord-Mali, au moment où certains observateurs constatent qu'un mois et demi après le début de la guerre, la crainte est forte d'un enlisement du conflit⁶.

Le cauchemar de Gao

Les combats menés à Gao montrent que la sécurisation du Nord-Mali est loin d'être réalisée. Libérée par les troupes françaises le 26 janvier, Gao a connu deux attentats suicides, les premiers jamais perpétrés au Mali, les 8 et 9 février, sans toutefois faire de tués, à l'exception des porteurs de bombe djihadistes. Ces attentats ont été revendiqués par le MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest)⁷. Mais le lendemain, le 10 février, une dizaine de combattants du MUJAO ont pénétré dans le commissariat de Gao et dans d'autres maisons proches pour ouvrir le feu sur les troupes maliennes. Il a fallu l'intervention d'hélicoptères français pour venir à bout de ces combattants. Bilan : 4 morts et 9 blessés parmi les civils, et un nombre indéterminé de tués

2. « *Abou Zeid, doctrinaire rigide et émir cruel d'AQMI* », www.lemonde.fr, 1/03/2013.

3. « *Le Tchad annonce la mort de Mokhtar Belmokhtar au nord du Mali* », www.jeuneafrique.com, 2/03/2013.

4. « *Mali : après Abou Zeid, les Tchadiens annoncent avoir tué l'islamiste Belmokhtar* », www.l'express.fr, 3/03/2013.

5. « *Incertitudes sur la mort au Mali d'Abou Zeid, émir d'AQMI* », Le Monde 2/03/2013.

6. « *Mali : après la mort probable d'Abou Zeid, le prochain départ français ?* », Le Soir, 2-3/03/2013.

7. « *A Gao, les islamistes passent en mode guérilla* », Maria Malagardis, La Libre Belgique, 12/02/2013.

chez les djihadistes⁸. Il semblerait que ces derniers se soient infiltrés en pirogue sur le fleuve Niger, venant de villages voisins non contrôlés par les forces maliennes et au sein desquels est implanté dans la population depuis une vingtaine d'année un groupe extrémiste religieux wahhabite. Plusieurs recrues du MUJAO proviendraient de ces villages⁹.



Les soldats français de l'opération Serval, en coordination avec l'armée malienne et plusieurs unités africaines, ont repris le contrôle de la boucle du Niger, notamment des villes de Gao et de Tombouctou. Source : Ministère de la Défense, Médiathèque, <http://www.defense.gouv.fr>

Le 13 février, une bombe artisanale de 600 kg a été désamorcée par le génie français. Mais l'action la plus spectaculaire s'est déroulée les 21 et 22 février : une quarantaine de combattants islamistes, selon une source militaire malienne, après s'être heurtés à des soldats nigériens, ont mené une violente offensive dans le centre de Gao, occupant la mairie et la résidence du gouverneur. Les échanges de tir ont duré plus de six heures et des hélicoptères français ont dû effectuer des bombardements pour mettre fin aux combats qui ont fait entre 15 et 20 tués parmi les djihadistes. Poumon central de la ville, le marché central a été incendié et complètement détruit, entraînant de nombreuses difficultés dans la distribution alimentaire auprès de la population¹⁰.

26 morts et 50 blessés parmi les forces tchadiennes

La traque des djihadistes au nord-est du Mali est également fort meurtrière. L'aviation française a opéré plusieurs bombardements avec des hélicoptères et des avions sur des positions djihadistes depuis début février. Mais il semble que c'est autour du 18 février que des troupes au sol ont commencé à traquer les djihadistes dans les monts Ifoghas¹¹. Le premier choc frontal violent a eu lieu entre forces françaises et djihadistes le 19 février au cours d'un combat qui a duré cinq heures, et pendant lequel a perdu la vie un sergent-chef franco-belge du 2^{ème} régiment étranger parachutiste de la Légion. Une vingtaine de combattants djihadistes y ont également été tués, selon l'armée française¹². Le premier soldat français mort au cours de l'opération Serval, avait été un pilote du 4^{ème} régiment d'hélicoptères de combat, le premier jour de l'intervention française le 11 janvier. Le troisième soldat français mort dans les combats au Mali a été un membre du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes, tué le 2 mars.

Le 21 février, un kamikaze a fait exploser son véhicule à proximité du camp militaire français de Kidal. Le 22 février, à Tessalit, à 170 km au nord de Kidal, deux voitures piégées sont lancées sur

8. « Mali : le martyr de Gao », Jeune Afrique, 25/02/2013.

9. « A Gao, l'attaque des rebelles islamistes maliens est tombé comme une averse », Jean-Philippe Rémy, Le Monde, 12/02/2013.

10. « Mali : Gao sous le feu de la guérilla du MUJAO », Jeune Afrique, 22/02/2013, et « A Gao, la vie reprend peu à peu », David Baché, Le Soir, 27/02/2013.

11. « Mali : l'état des lieux des opérations après un week-end particulièrement violent », www.huffingtonpost.fr, 3/03/2013.

12. « L'opération au Mali bascule dans l'antiterrorisme », Nathalie Guibert, Le Monde, 21/02/2013.

des positions tenues par le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad), faisant cinq morts, dont les deux kamikazes. Le 26 février, un nouvel attentat-suicide est mené contre un check-point tenu par le MNLA à la sortie de Kidal, faisant au moins sept morts. Comme à Gao, ces différentes actions ont également été revendiquées par le MUJAO¹³.

Mais c'est l'armée du Tchad qui a payé le plus lourd tribut parmi les forces armées traquant les djihadistes, puisque le président tchadien Idriss Deby a déclaré que le 22 février, de violents combats ont fait 26 morts et 50 blessés parmi les soldats tchadiens, et 93 morts du côté djihadiste. Ce sont les Tchadiens qui sont les plus exposés parmi les forces africaines au Mali, puisque leur contingent d'environ 2.500 hommes est en première ligne avec les troupes françaises dans le nord-est du Mali à la recherche des groupes djihadistes¹⁴.

La lenteur du déploiement des autres forces africaines

Invité le 27 février à une réunion de la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) tenue à Yamoussoukro, la capitale politique de la Côte d'Ivoire, le président tchadien s'est dit impatient de voir se déployer sur le terrain les troupes des autres pays africains. Selon les déclarations provenant de la CEDEAO, 6.000 soldats ouest-africains sont déjà au Mali dans le cadre de la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali), mais les Français estiment que seulement 3.500 d'entre eux sont réellement présents.

Une des réticences des responsables des pays ouest-africains qui envoient des troupes au Mali est d'ordre financier. La communauté internationale s'est engagée fin janvier à financer la MISMA, l'armée malienne et l'aide humanitaire à hauteur de 455 millions de dollars (338 millions d'euros). Or, la Côte d'Ivoire, qui préside actuellement la CEDEAO a indiqué le 25 février que ce montant était insuffisant et qu'il faudrait 950 millions de dollars (715 millions d'euros), soit plus du double¹⁵.

Les Français condamnés à rester plus longtemps au Mali

Plusieurs responsables français avaient annoncé que les troupes françaises commenceraient à se retirer du Mali à partir du mois de mars. Mais ces annonces très optimistes avaient vraisemblablement pour but de surtout calmer les critiques formulées en France par l'opposition politique au président Hollande. Il est vraisemblable que, parmi les 4.000 soldats français actuellement au sol, quelques troupes puissent être rapatriées prochainement pour faire bonne mesure après les annonces de certains responsables politiques. Mais les événements qui se sont déroulés au cours du mois de février à Gao et dans le nord-est du Mali montrent que l'intervention française butte sur des obstacles non prévus, face à des groupes djihadistes encore bien organisés et gardant une puissance de feu fort dangereuse. On estime qu'il y aurait encore 500 combattants d'AQMI dans les monts Ifoghas, près de la frontière avec l'Algérie¹⁶.

Vu le niveau de leurs équipements et de leur capacité opérationnelle on voit mal les troupes africaines et maliennes prendre le relais de la France face à une résistance aussi forte et

13. « Mali : un attentat-suicide à la voiture piégée fait plusieurs morts à Kidal », Jeune Afrique, 27/02/2013.

14. « Guerre au Mali : le Tchad s'impatiente, l'Afrique de l'Ouest veut des fonds », www.lepoint.fr, 27/02/2013.

15. « Guerre au Mali : le Tchad s'impatiente, l'Afrique de l'Ouest veut des fonds », www.lepoint.fr, 27/02/2013.

16. « L'opération au Mali bascule dans l'antiterrorisme », Nathalie Guibert, Le Monde, 21/02/2013.

importante des djihadistes¹⁷. Le 26 février le ministre de la Défense Yves Le Drian a annoncé que la France avait déjà dépensé, pour financer ses opérations au Mali, plus de 100 millions d'euros depuis le 11 janvier, début de l'intervention, jusque fin février¹⁸. Et ce coût va encore augmenter parce que la France est condamnée à rester encore au Mali un certain temps, dont personne ne peut déterminer la durée aujourd'hui.

* * *

***Bernard Adam**, fondateur du GRIP en 1979, en a été le directeur jusqu'en 2010. Il est actuellement président de son conseil d'administration. En tant que chercheur, il a réalisé plusieurs études sur la question de l'usage de la force et de ses conséquences, notamment dans les conflits en ex-Yougoslavie, en Afghanistan et en Irak. Il a également travaillé sur le thème « Europe, puissance tranquille », l'OTAN, la politique extérieure des États-Unis, le terrorisme, les dépenses militaires, les exportations d'armes et la problématique des armes légères.*

Le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP), créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < www.grip.org >